



Avis conforme N° 2019-134

Saisine par autorité administrative : commune de Saorge
Numéro de dossier : DP 006-132-19-B0008
Pétitionnaire : LAINE Gaetan
Adresse : 9800 Vallon du Caïros – 06540 SAORGE
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (relatifs à la rénovation de bâtiment à usage d'habitation)
Nom du projet : ravalement de façade sur casoun, modification d'un conduit de cheminée en façade.
Localisation : parcelle n°194 section J commune de Saorge – lieu-dit Fromagine Inférieure

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14, 22 et 23 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 01 janvier 2016 donnant délégation de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu l'arrêté n°2019-01 daté du 19 février 2019 mettant Monsieur LAINE en demeure de remettre en état un bâtiment et de régulariser des travaux réalisés sans autorisation dans le cœur du parc national,

Vu la demande d'avis conforme de la commune de Saorge en date du 29 mars 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006-132-19-B0008,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 30 avril 2019,

Considérant que les travaux présentés à la déclaration préalable consistent en une réfection des enduits de façade et en une modification d'un conduit de cheminée extérieur sur un bâtiment de type « casoun »,

Considérant que ces travaux ont fait l'objet d'un constat de manquement administratif suivi de l'arrêté de mise en demeure n°2019-01 daté du 19 février 2019,

Considérant que le « casoun » concerné par les travaux est défini par la modalité n°22 d'application de la réglementation comme un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du Parc national, et qu'à ce titre, sa rénovation n'est possible que dans le cas où les bâtiments ne sont pas affectés à un usage d'habitation,

Considérant toutefois que la transformation de ce bâtiment en lieu d'habitation est antérieure à la réglementation issue du décret de 2009 et qu'il convient donc a minima, de rendre possible la réalisation des travaux de rénovation afin de permettre le maintien de l'édifice dans le temps, à condition qu'ils s'inscrivent dans la tradition architecturale et l'identité du bâti ainsi que dans les procédures en vigueur,

Considérant que la réfection des enduits en façade du casoun a fait appel à des matériaux naturels dont la mise en œuvre mérite néanmoins quelques adaptations de sorte à mieux respecter l'architecture traditionnelle du bâti,

Considérant que la modification du conduit de cheminée doit être réalisée en tenant compte des normes de sécurité en vigueur, en soignant l'insertion visuelle de l'installation en façade de sorte à ne pas altérer la qualité de l'architecture traditionnelle du bâti,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de régularisation de travaux tels que décrits au dossier n° DP 006-132-19-B0008.

Ces travaux correspondent au ravalement de façade et à la modification d'un conduit extérieur de cheminée sur un bâtiment traditionnel de type « casoun », situé parcelle n°194 section J commune de Saorge.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

- *Ravalement de façade, réfection des enduits*

2.1. Les reprises de maçonnerie et réfection des joints réalisées au mortier de chaux seront réalisées sans recouvrement des pierres hors cailloutis de calage et remplissage.

Au besoin le surplus d'enduit sera repiqué pour faire apparaître les pierres affleurantes.

2.2. L'ensemble des résidus de maçonnerie et autres déchets issus des travaux devra être intégralement collectés et évacués en dehors du cœur du parc national, vers les installations de traitement autorisées.

- *Modification du conduit de cheminée extérieur*

2.3. L'ensemble du conduit extérieur d'évacuation des fumées sera rénové et remplacé par des éléments en inox ou acier, teintés en usine couleur gris (type RAL 7000, 7001, 7004, 7040, 7042, 7045) et finition mat.

2.4. L'ensemble des éléments de conduit amiantés seront évacués en dehors du cœur du parc national, vers les installations dûment autorisées à réceptionner ce matériau.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux prescrits ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable n° DP 006-132-19-B0002

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.


Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Saorge, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 mai 2019

 Le Directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.